
La défiscalisation des entreprises : mythe ou réalité

Pierre Fortin, UQAM
Luc Godbout, Université de Sherbrooke

5 octobre 2006



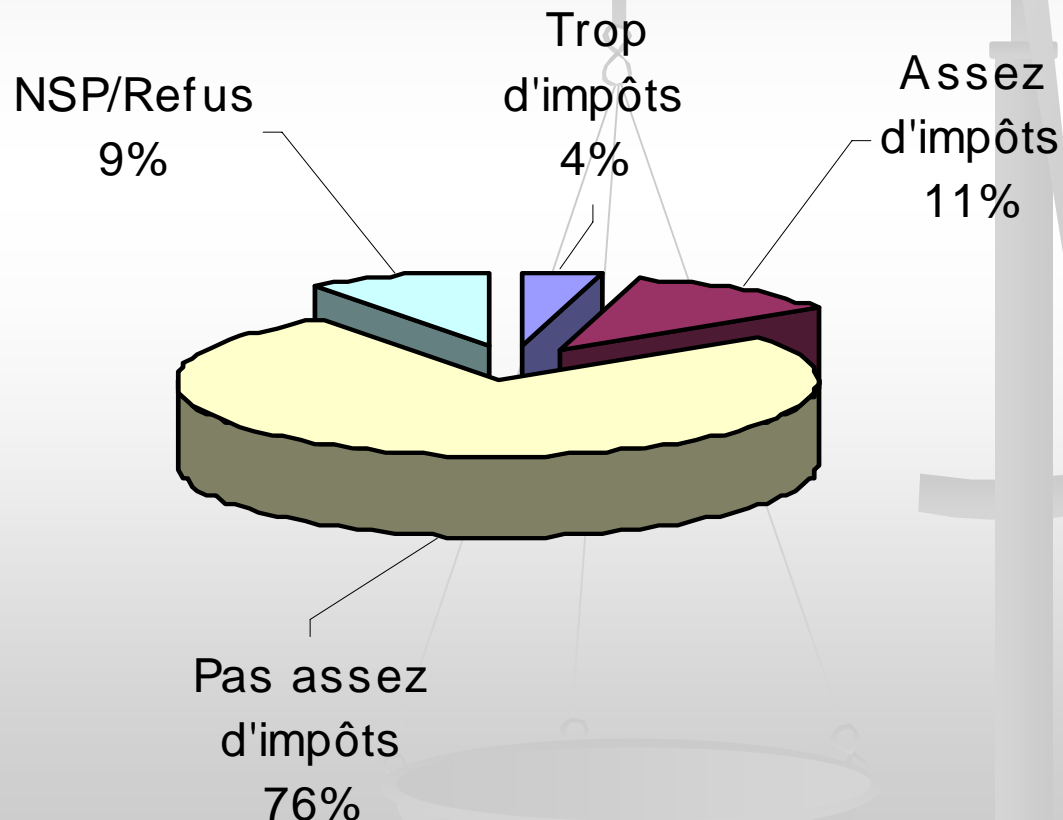
« Un engagement passionné pour la justice sociale ne dispense pas de savoir de quoi on parle. »

Apocryphe

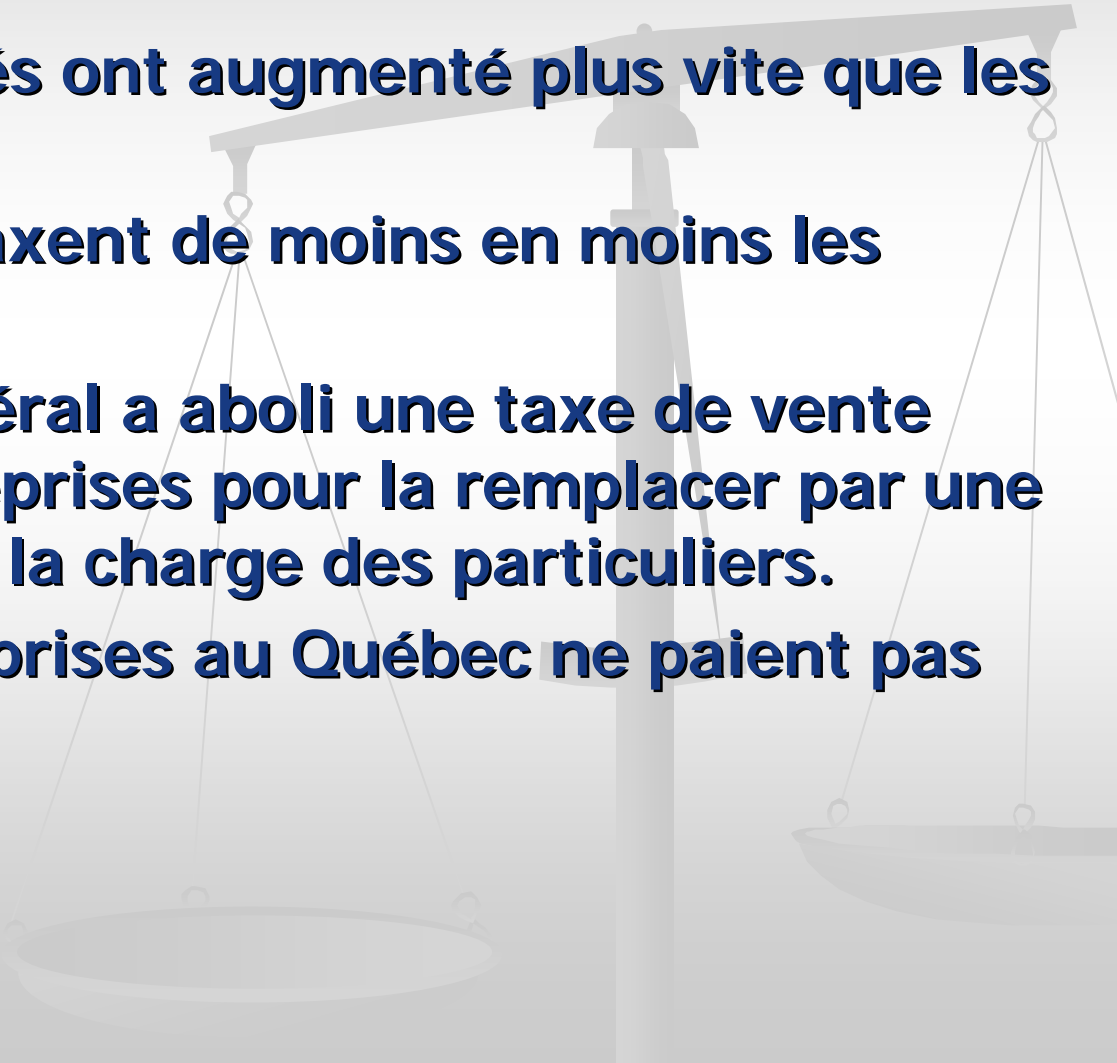
La perception des Québécois : les sociétés paient-elles leur juste part?

Question de sondage CROP:

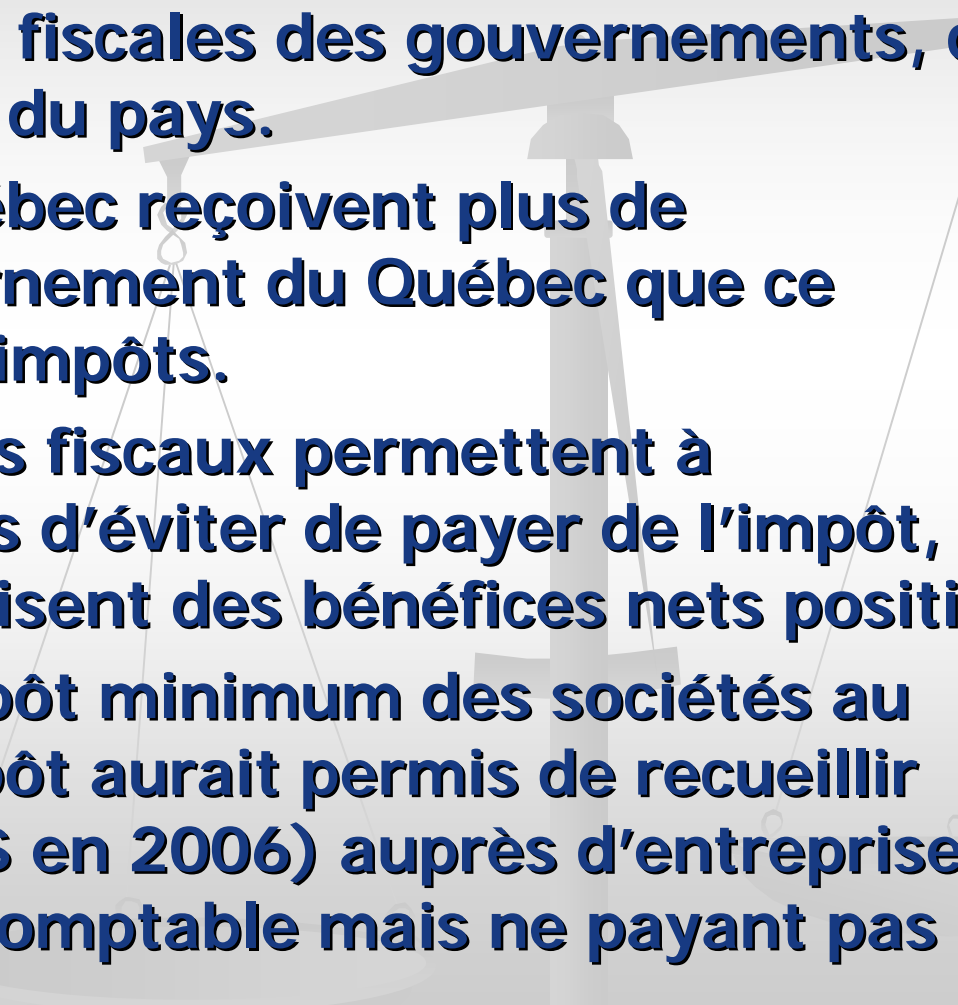
Dites-moi si, à votre avis, les grandes entreprises paient trop, assez ou pas assez d'impôts?



Des affirmations découlant d'informations mal interprétées

- 
- 1. Les profits des sociétés ont augmenté plus vite que les salaires.**
 - 2. Les gouvernements taxent de moins en moins les profits des sociétés.**
 - 3. Le gouvernement fédéral a aboli une taxe de vente défrayée par les entreprises pour la remplacer par une taxe de vente (TPS) à la charge des particuliers.**
 - 4. La majorité des entreprises au Québec ne paient pas d'impôt.**

Des affirmations découlant d'informations mal interprétées

- 
5. **Les impôts des entreprises pèsent de moins en moins lourd dans les recettes fiscales des gouvernements, de même que dans le PIB du pays.**
 6. **Les entreprises du Québec reçoivent plus de subventions du gouvernement du Québec que ce qu'elles lui versent en impôts.**
 7. **De généreux avantages fiscaux permettent à beaucoup d'entreprises d'éviter de payer de l'impôt, même lorsqu'elles réalisent des bénéfices nets positifs.**
 8. **L'instauration d'un impôt minimum des sociétés au taux de 5 % avant impôt aurait permis de recueillir 1,2 G\$ en 1999 (1,5 G\$ en 2006) auprès d'entreprises réalisant un bénéfice comptable mais ne payant pas actuellement d'impôt.**

Affirmation n° 1

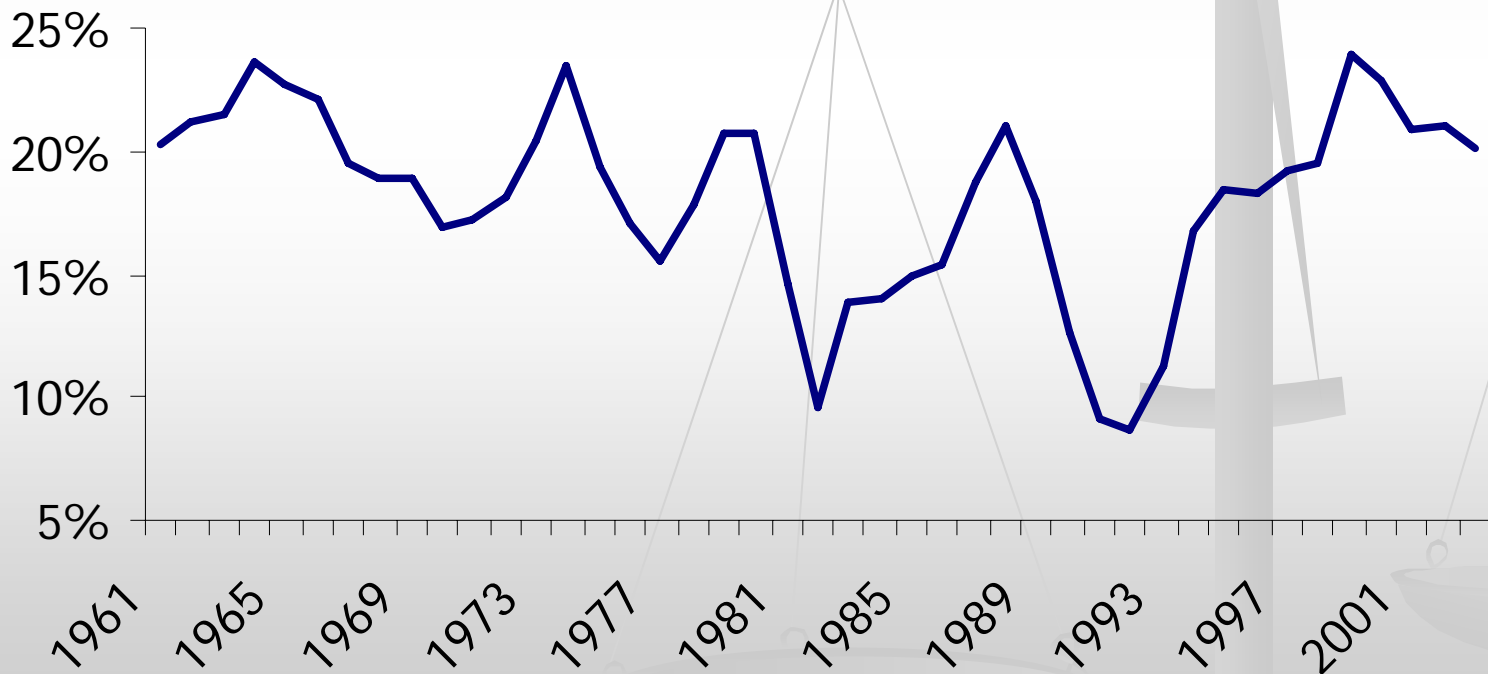
« Au Québec, au cours des dernières décennies, les profits des sociétés ont augmenté plus vite que les salaires. »



La réalité :

Au Québec, au cours des dernières décennies, les salaires ont augmenté au même rythme que les profits des sociétés.

Bénéfices des sociétés en % de la rémunération globale des salariés au Québec



Source : Statistique Canada

Affirmation n° 2

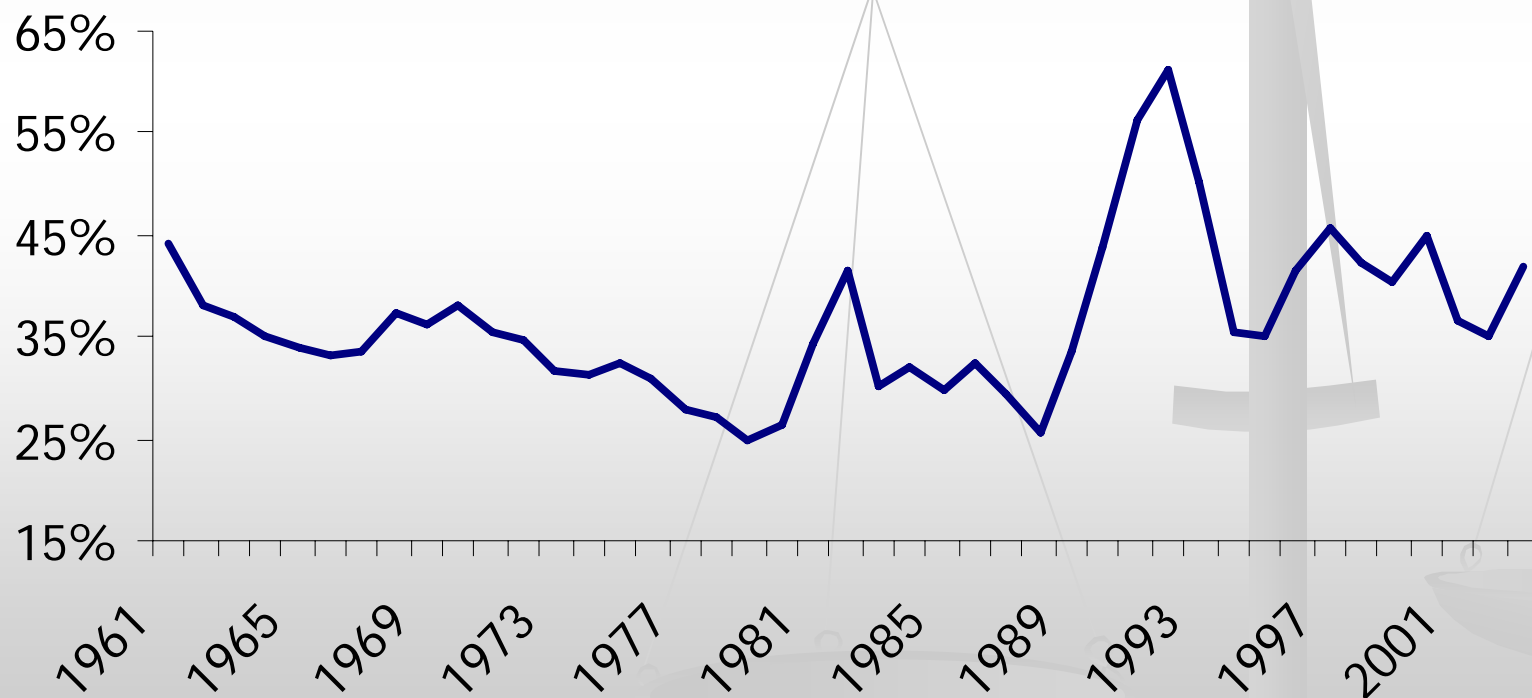
« Au Québec, les gouvernements taxent de moins en moins les profits des sociétés. »



La réalité :

Au Québec, les gouvernements taxent de plus en plus les profits des sociétés.

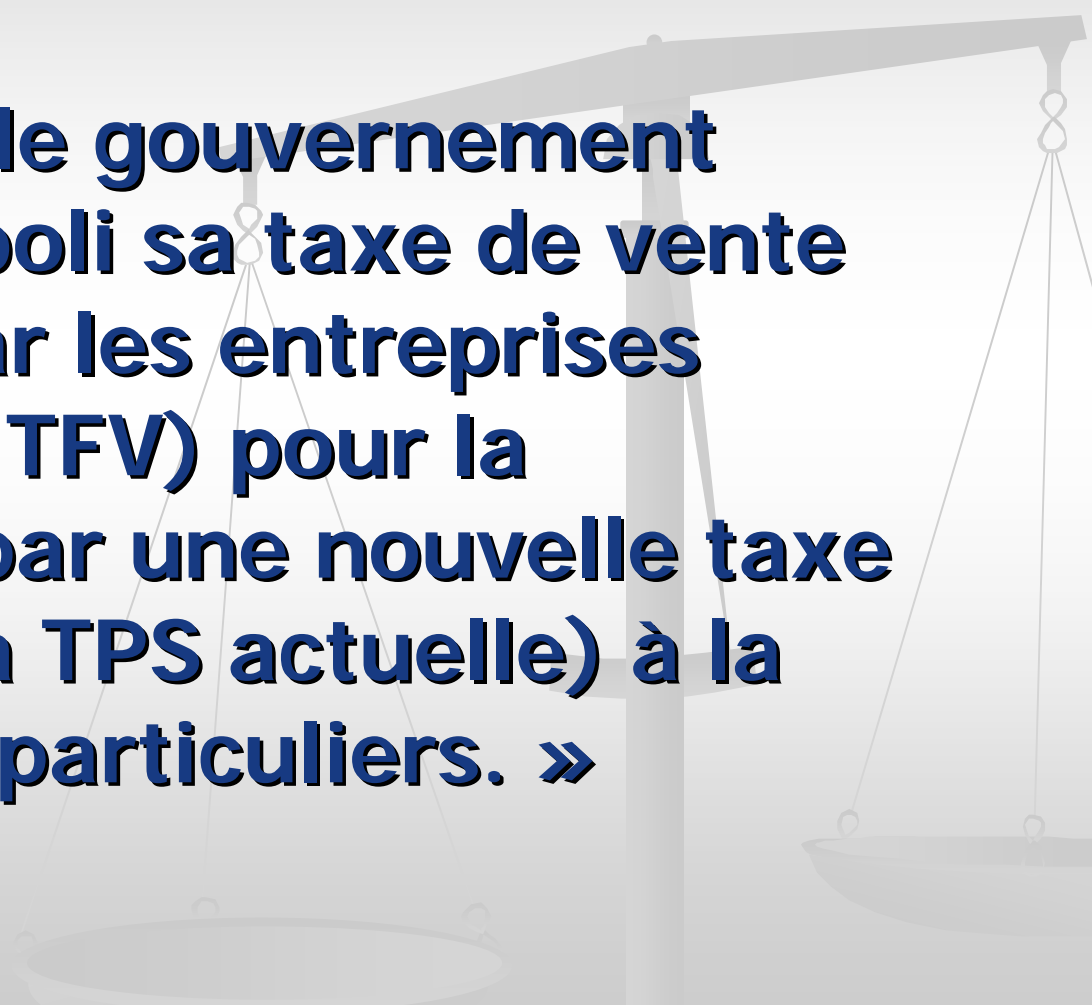
Total des impôts sur les bénéfices et sur le capital en % des bénéfices des sociétés au Québec



Source : Statistique Canada

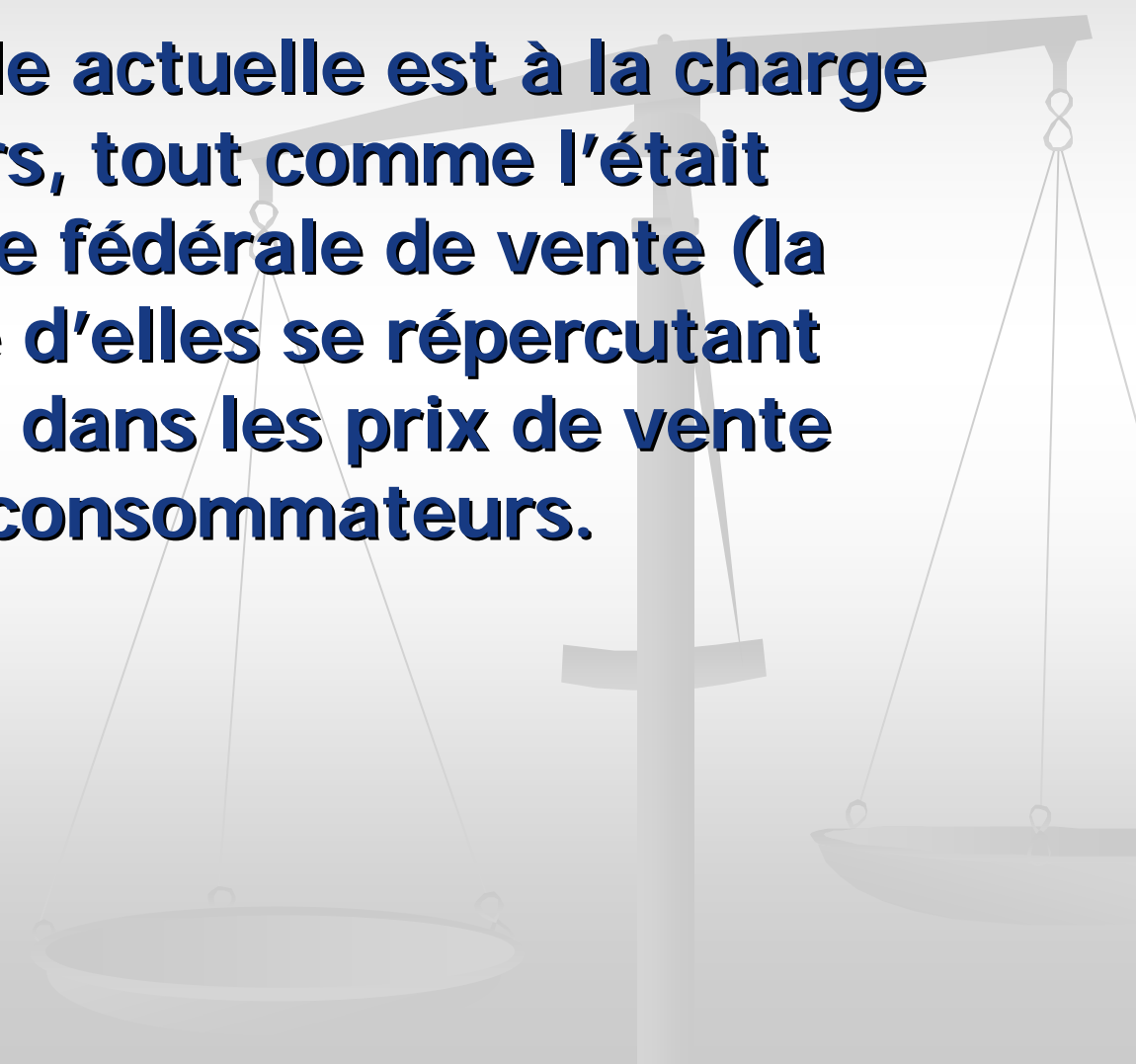
Affirmation n° 3

« En 1991, le gouvernement fédéral a aboli sa taxe de vente défrayée par les entreprises (l'ancienne TFV) pour la remplacer par une nouvelle taxe de vente (la TPS actuelle) à la charge des particuliers. »



La réalité

La TPS fédérale actuelle est à la charge des particuliers, tout comme l'était l'ancienne taxe fédérale de vente (la TFV); chacune d'elles se répercutant intégralement dans les prix de vente payés par les consommateurs.



La TPS a peu affecté l'IPC

- Quand la TPS à 7 % a été introduite en remplacement de la TFV en janvier 1991, l'IPC n'a pas augmenté de 7 %, mais seulement de 2,6 %. L'augmentation découlait du champ d'application plus large (taxation des services).
- Les prix de certains produits ont diminué plutôt que d'augmenter (baisse de 2,7% pour les automobiles)

**Les profits n'ont pas augmenté
une fois pour toutes**

Affirmation n° 4

« La majorité des entreprises québécoises ne paient pas un sou d'impôt. »



La réalité

La quasi-totalité des entreprises québécoises paient des impôts.

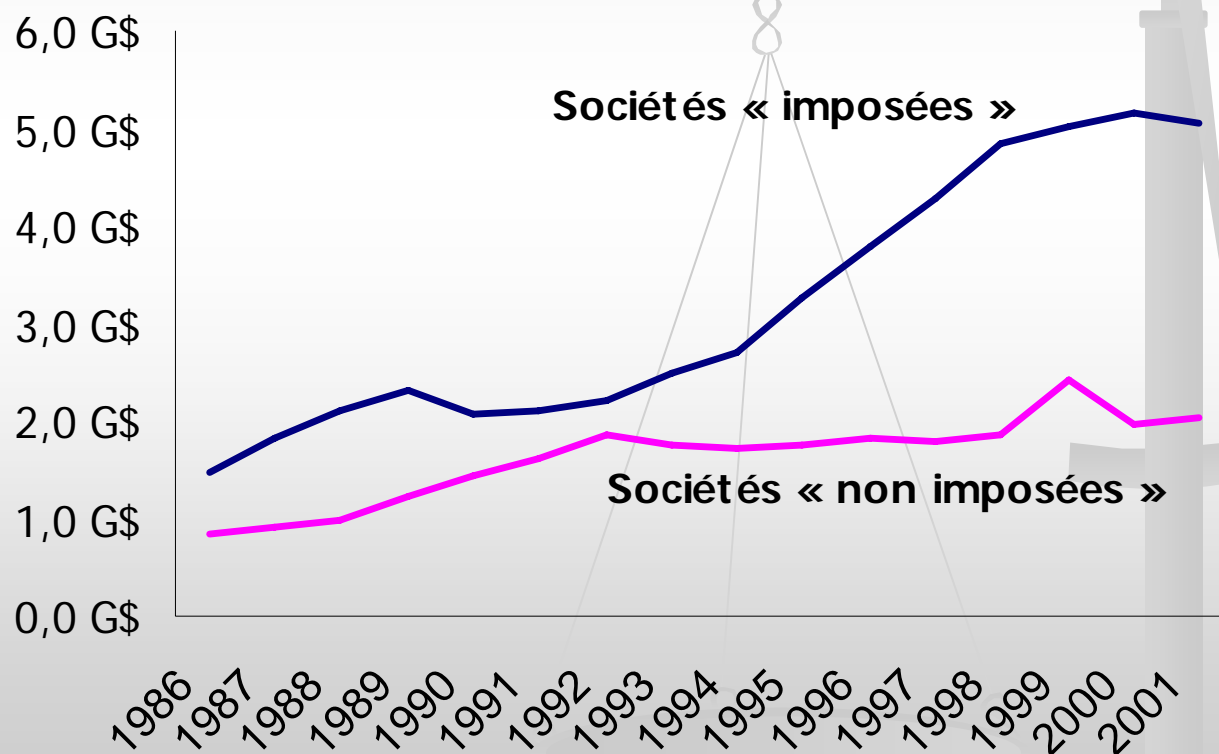


Pas de profit, pas d'impôt sur les profits

- **L'affirmation que la moitié des entreprises ne paient pas d'impôt n'est vraie que pour l'impôt sur les profits**
- **Dans la majorité des cas, il n'y pas d'impôt sur les profits parce qu'il n'y a pas de profit**
- **90% des sociétés ne payant pas d'impôt sur les profits paient quand même la taxe sur le capital et la cotisation au FSS, en plus des diverses charges sociales**

Les sociétés « non imposées » paient des impôts

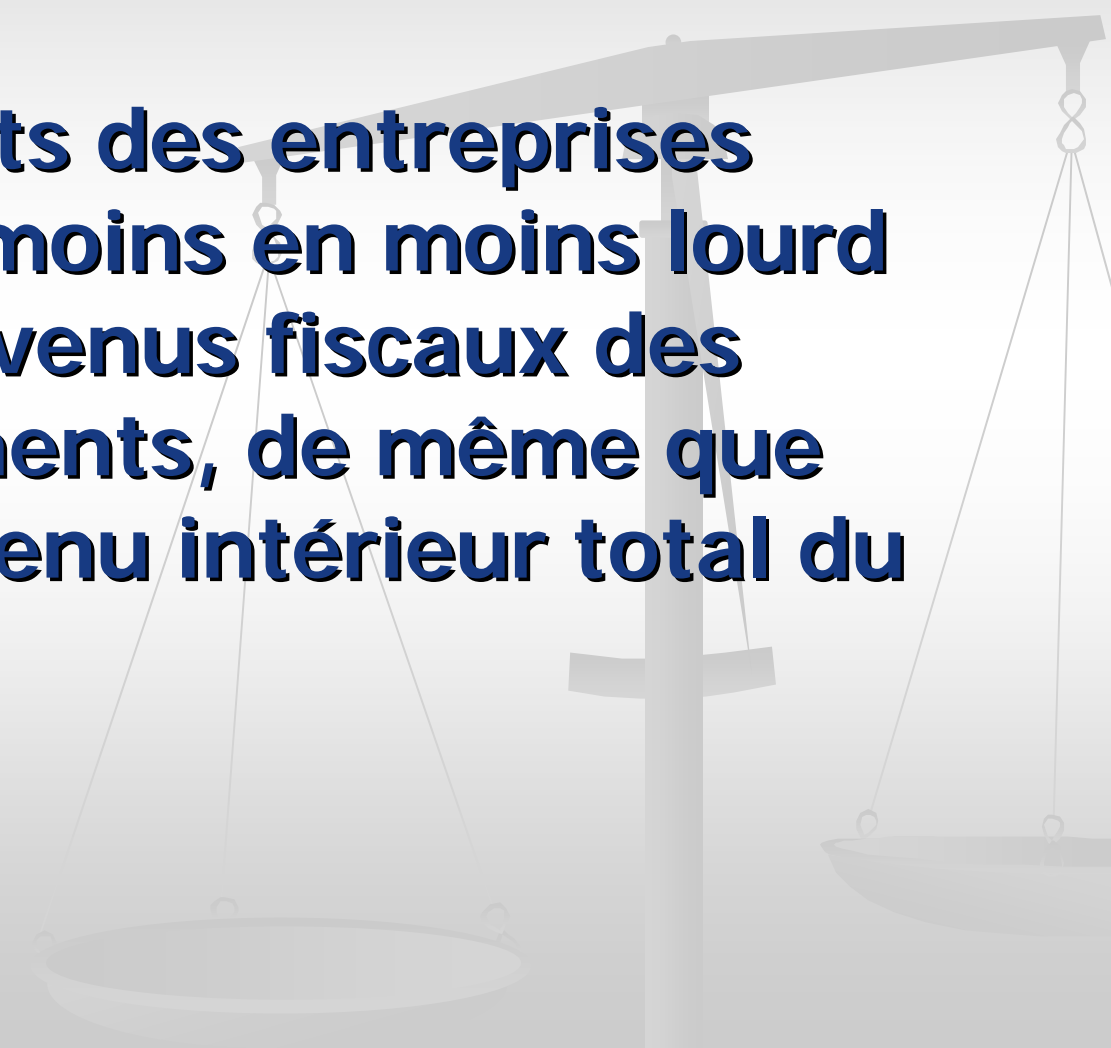
Total de l'impôt sur le bénéfice, de la taxe sur le capital et de la cotisation au FSS payés par les sociétés « imposées » et « non imposées » au Québec



Source : Ministère des Finances et ministère du Revenu du Québec

Affirmation n° 5

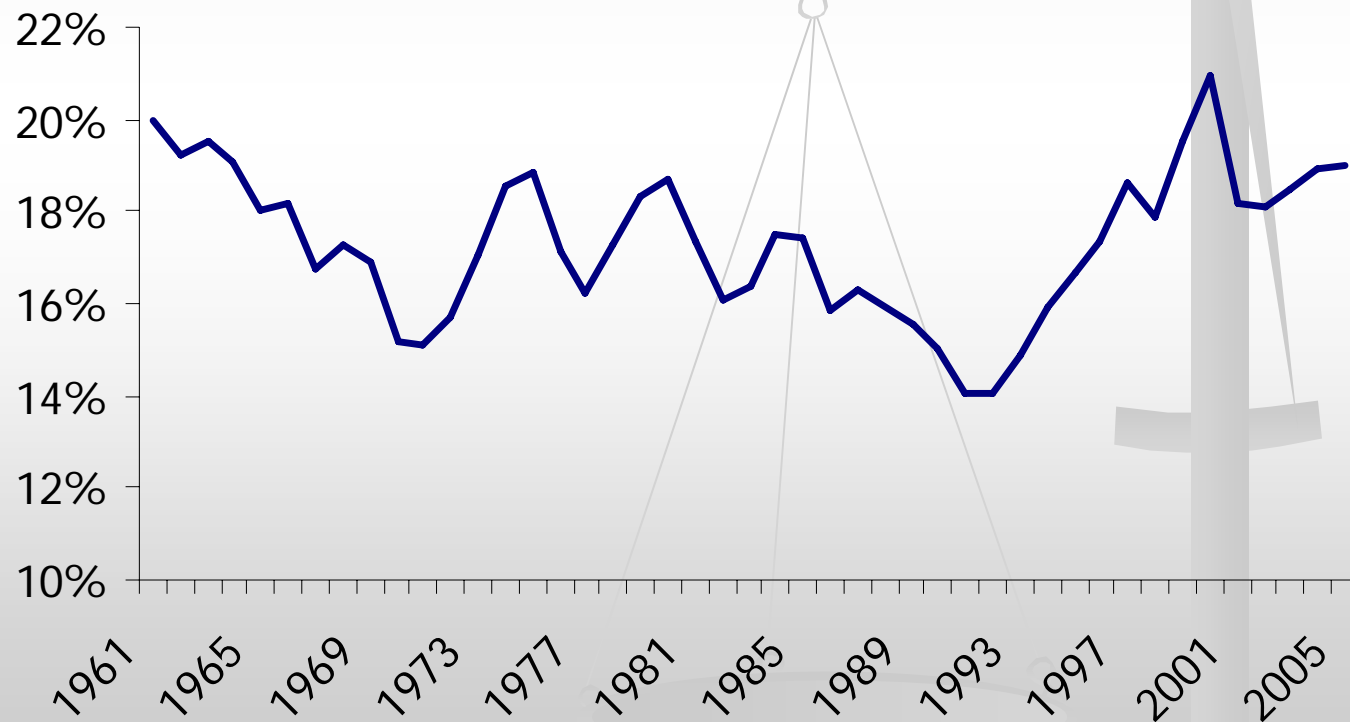
« Les impôts des entreprises pèsent de moins en moins lourd dans les revenus fiscaux des gouvernements, de même que dans le revenu intérieur total du pays. »



La réalité :

Le poids des impôts des entreprises dans les revenus fiscaux des gouvernements n'a pas changé...

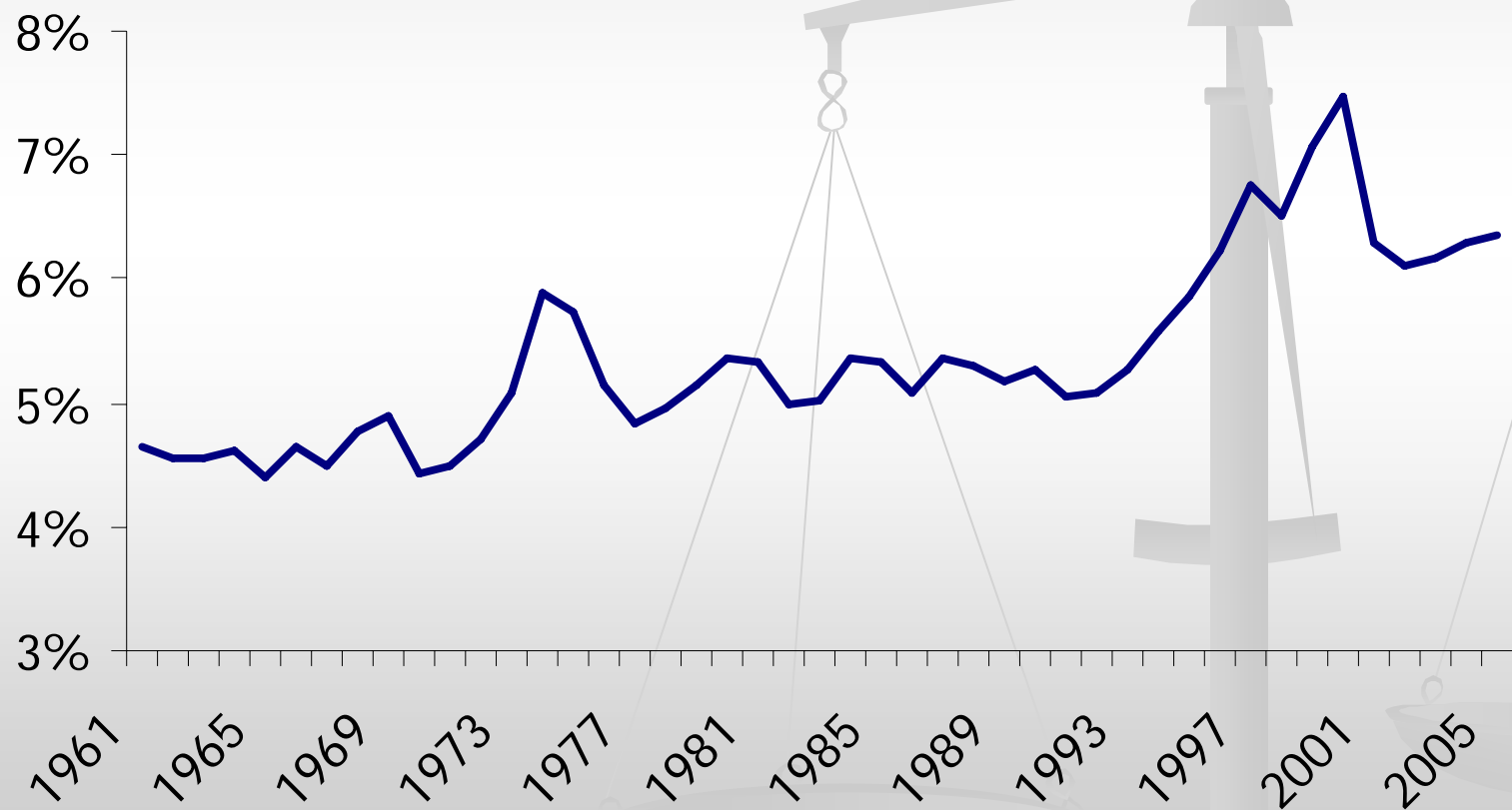
Total des prélèvements fiscaux fédéraux et provinciaux des entreprises en % des recettes fiscales



Source : Statistique Canada

... et le poids des impôts des entreprises dans le revenu intérieur total du pays augmente.

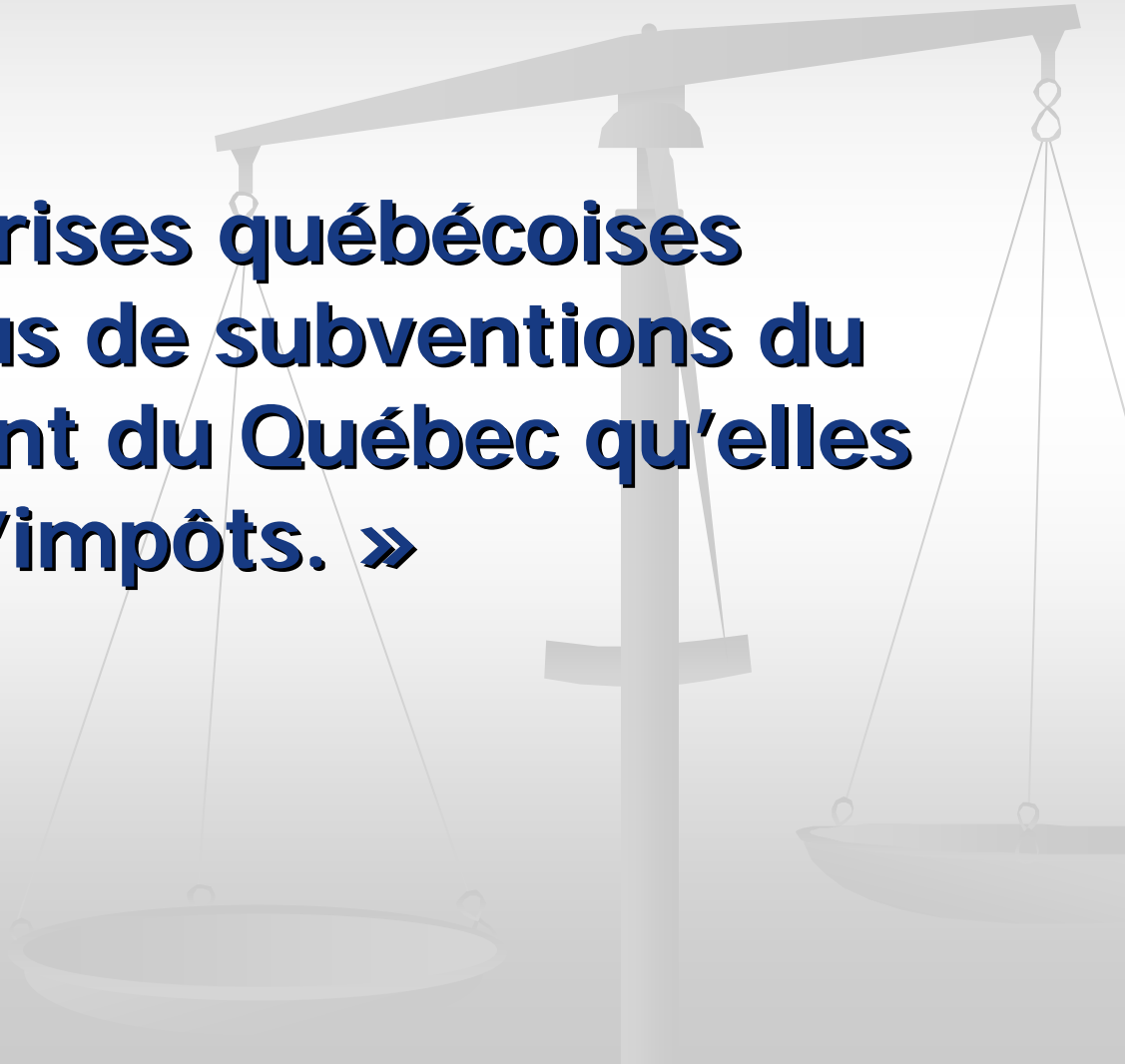
Total des prélèvements fiscaux fédéraux et provinciaux des entreprises en % du PIB



Source : Statistique Canada

Affirmation n° 6

« Les entreprises québécoises reçoivent plus de subventions du gouvernement du Québec qu'elles lui versent d'impôts. »



La réalité :

Les entreprises québécoises versent beaucoup plus d'impôts au gouvernement du Québec qu'elles en reçoivent de subventions.

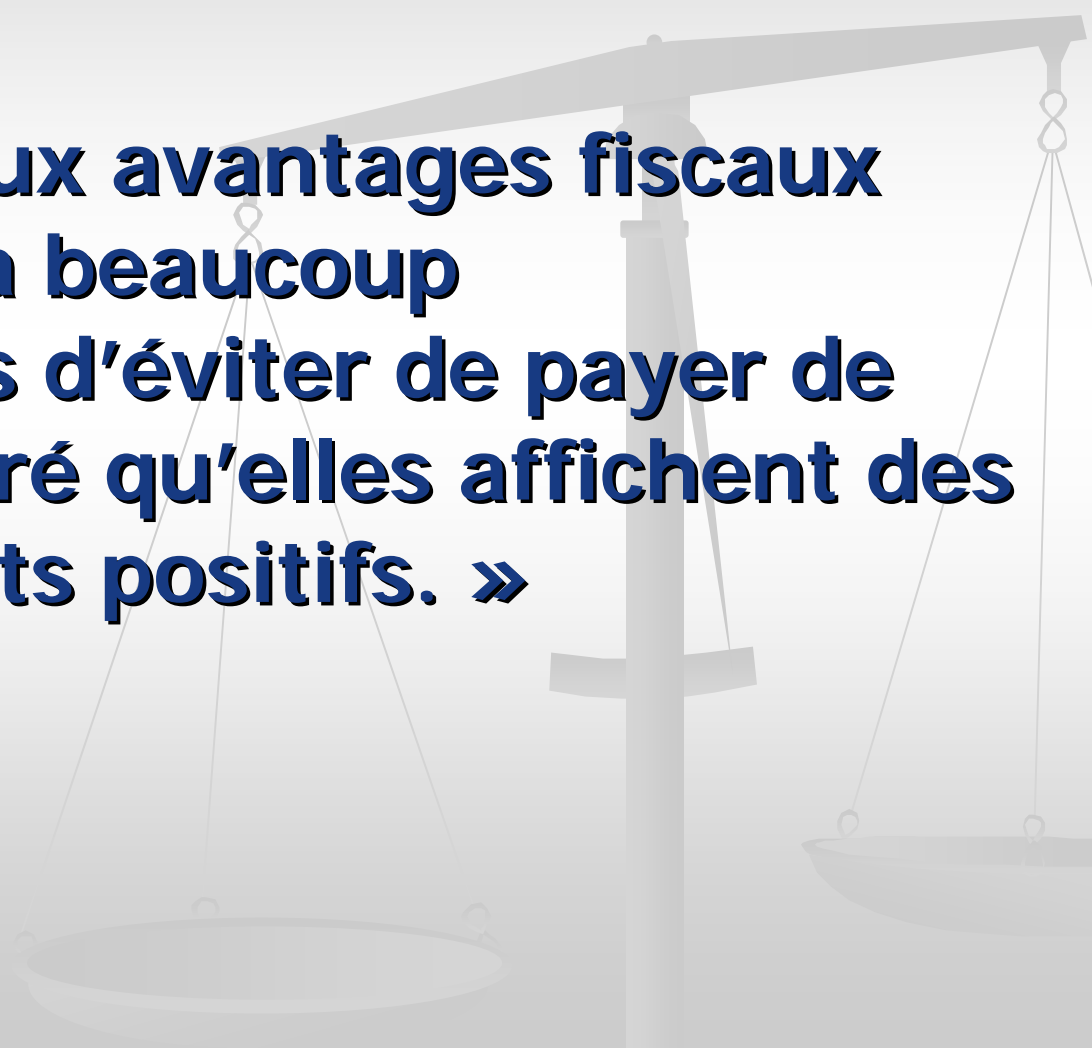
- **Subventions versées aux entreprises en 2003 par le gouvernement du Québec selon Statistique Canada: 4,8 G\$**
- **Impôts versés par les sociétés (uniquement) en 2003 au gouvernement du Québec**
 - **Impôt sur le bénéfice**
 - **Taxe sur le capital**
 - **Fonds des services de santé**
 - **Plus de 8 G\$**

Trop de subventions ?

- **Le chiffre de Statistique Canada de 4,8 G\$ en 2003 pour les subventions inclut :**
 - **1,2 G\$ de subventions aux centres de la petite enfance et aux garderies (25 % du total)**

Affirmation n° 7

« De généreux avantages fiscaux permettent à beaucoup d'entreprises d'éviter de payer de l'impôt malgré qu'elles affichent des bénéfices nets positifs. »



La réalité

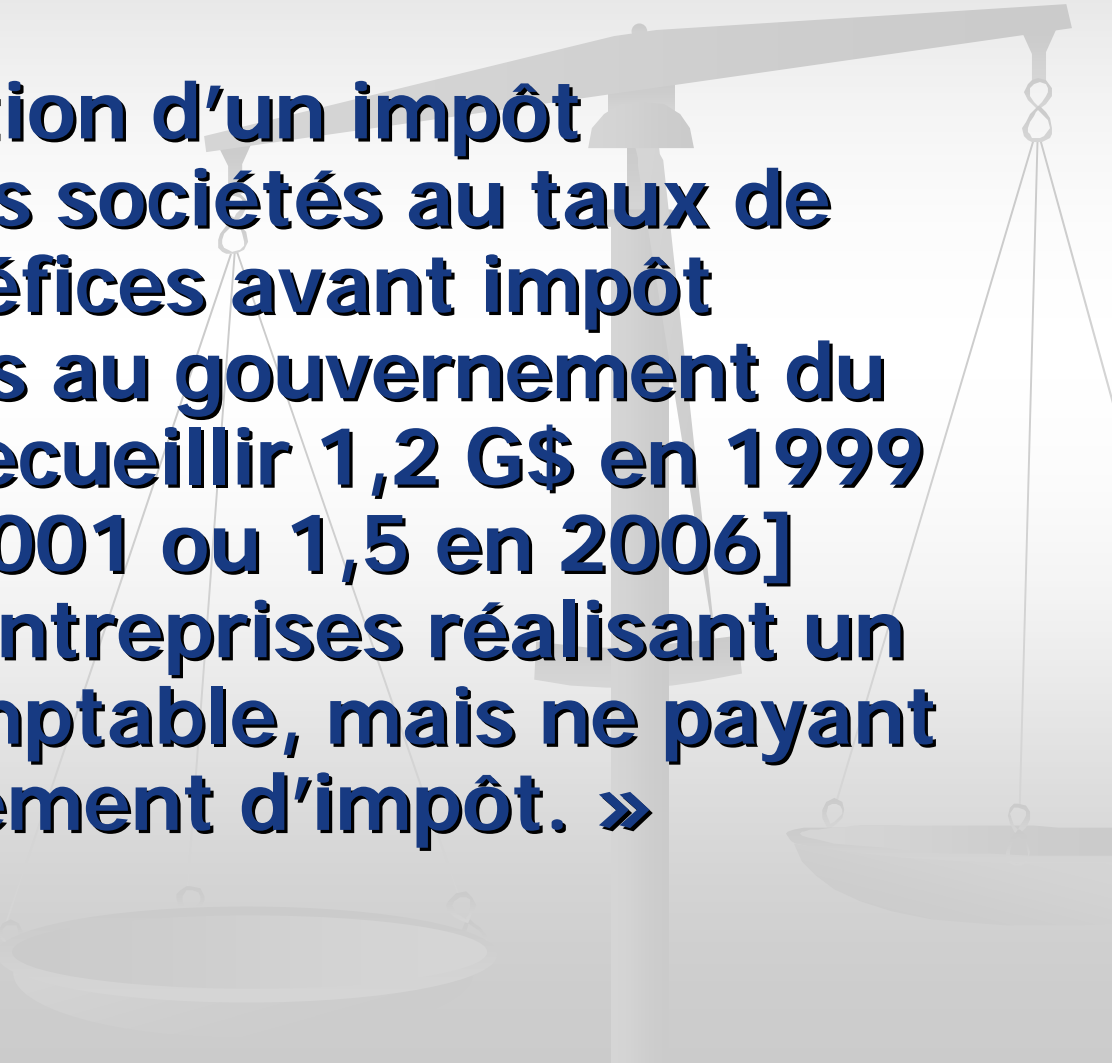
Si plusieurs entreprises ne paient pas d'impôt malgré des bénéfices nets positifs, c'est en raison des « PFGR »

	Nombre	Montant (milliers \$)	%
Revenu net	44 857	28 142,0	—
Déductions			
Dons	1 566	53,0	0,2
Dividendes	8 417	21 164,4	75,2
Perte d'autres années	23 638	6 931,8	24,6
Total		28 149,1	100,0
Revenu imposable	15 368	1 406,2	—

Source : Ministère des Finances et ministère du Revenu du Québec

Affirmation n° 8

« L'instauration d'un impôt minimum des sociétés au taux de 5% des bénéfices avant impôt aurait permis au gouvernement du Québec de recueillir 1,2 G\$ en 1999 [1,4 G\$ en 2001 ou 1,5 en 2006] auprès des entreprises réalisant un bénéfice comptable, mais ne payant pas présentement d'impôt. »



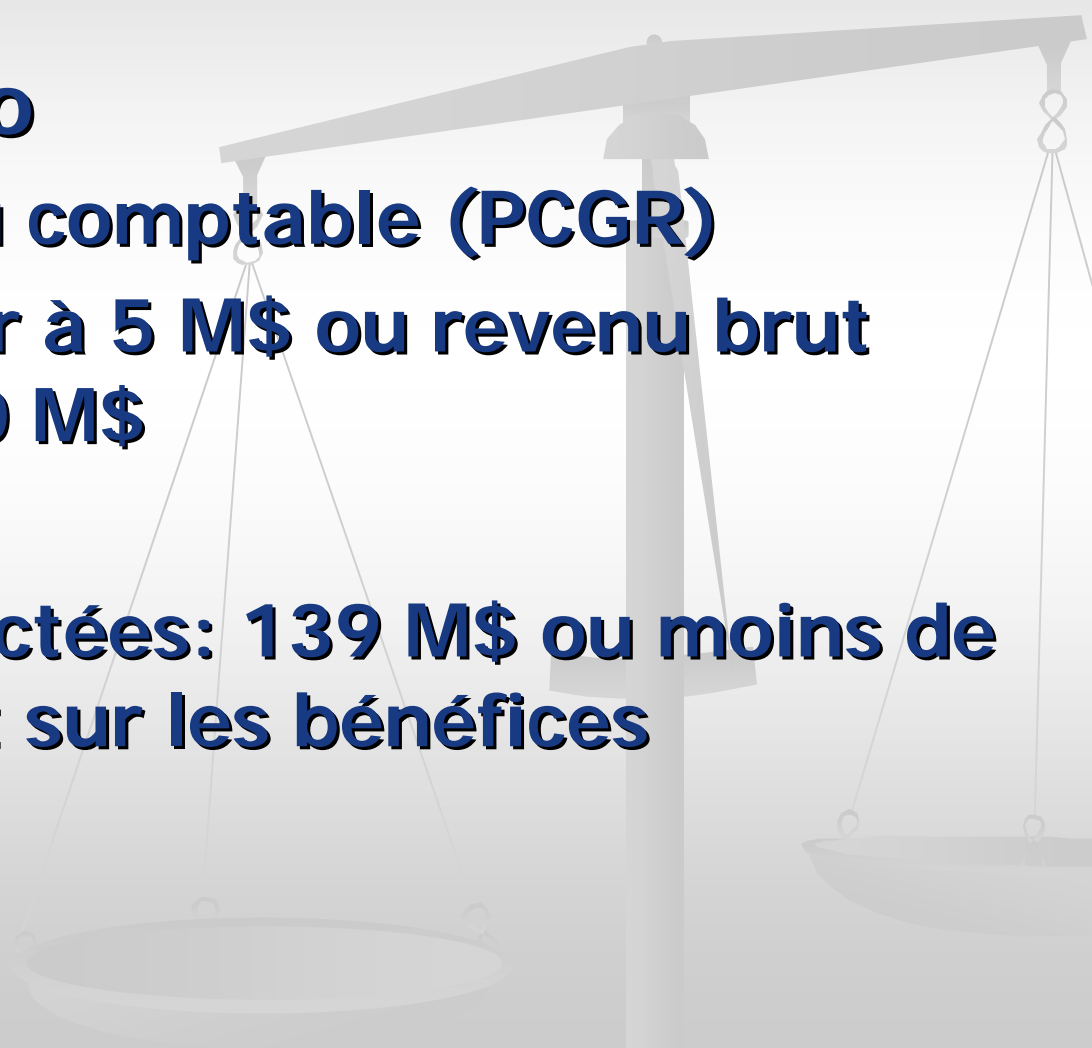
La réalité

Questions :

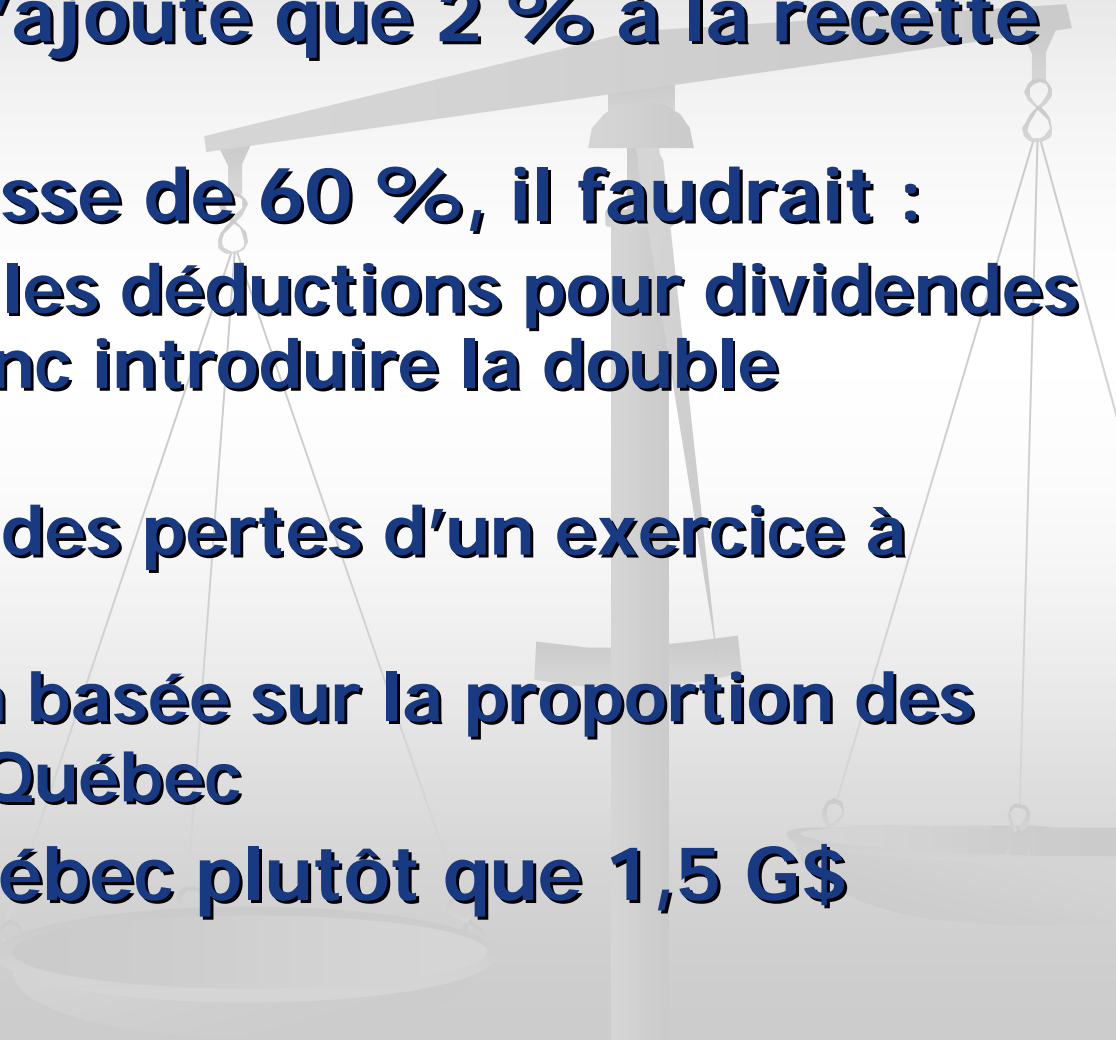
- Est-ce possible qu'un simple impôt minimum des sociétés au taux de 5 % sur les bénéfices comptables puisse récolter autant d'argent ?
- Est-ce possible d'augmenter l'impôt sur les bénéfices au Québec de 61 %, en ciblant uniquement les entreprises « non imposées » sans les conduire à la fermeture ?

Réponse : Non

Pertinence d'instaurer un impôt minimum des sociétés au Québec

- **IMS en Ontario**
 - **4% du revenu comptable (PCGR)**
 - **Actif supérieur à 5 M\$ ou revenu brut supérieur à 10 M\$**
 - **Rajustements**
 - **Recettes collectées: 139 M\$ ou moins de 2% de l'impôt sur les bénéfices**
- 

Pertinence d'instaurer un impôt minimum des sociétés au Québec

- **L'IMS en Ontario n'ajoute que 2 % à la recette totale, pas 60 %**
 - **Pour avoir une hausse de 60 %, il faudrait :**
 - **Ne pas permettre les déductions pour dividendes inter-sociétés (donc introduire la double imposition)**
 - **Éliminer le report des pertes d'un exercice à l'autre**
 - **Abolir l'imposition basée sur la proportion des affaires faites au Québec**
 - **Donc, 75 M\$ au Québec plutôt que 1,5 G\$**
- 

Pertinence d'instaurer un impôt minimum des sociétés au Québec

« Le comité est cependant d'avis qu'on peut éviter d'appliquer un impôt minimum général des sociétés distinct – avec toutes les complications et distorsions qui en découlent – en rendant le régime actuel d'imposition des bénéfices plus équitable et plus neutre. »

Comité technique de la fiscalité des entreprises

« Le gouvernement ne devrait pas introduire un impôt minimum dans la structure de taxation des sociétés. Il devrait plutôt exercer un contrôle plus serré des dépenses fiscales des sociétés. »

Commission sur la fiscalité et le financement des services publics

En guise de conclusion

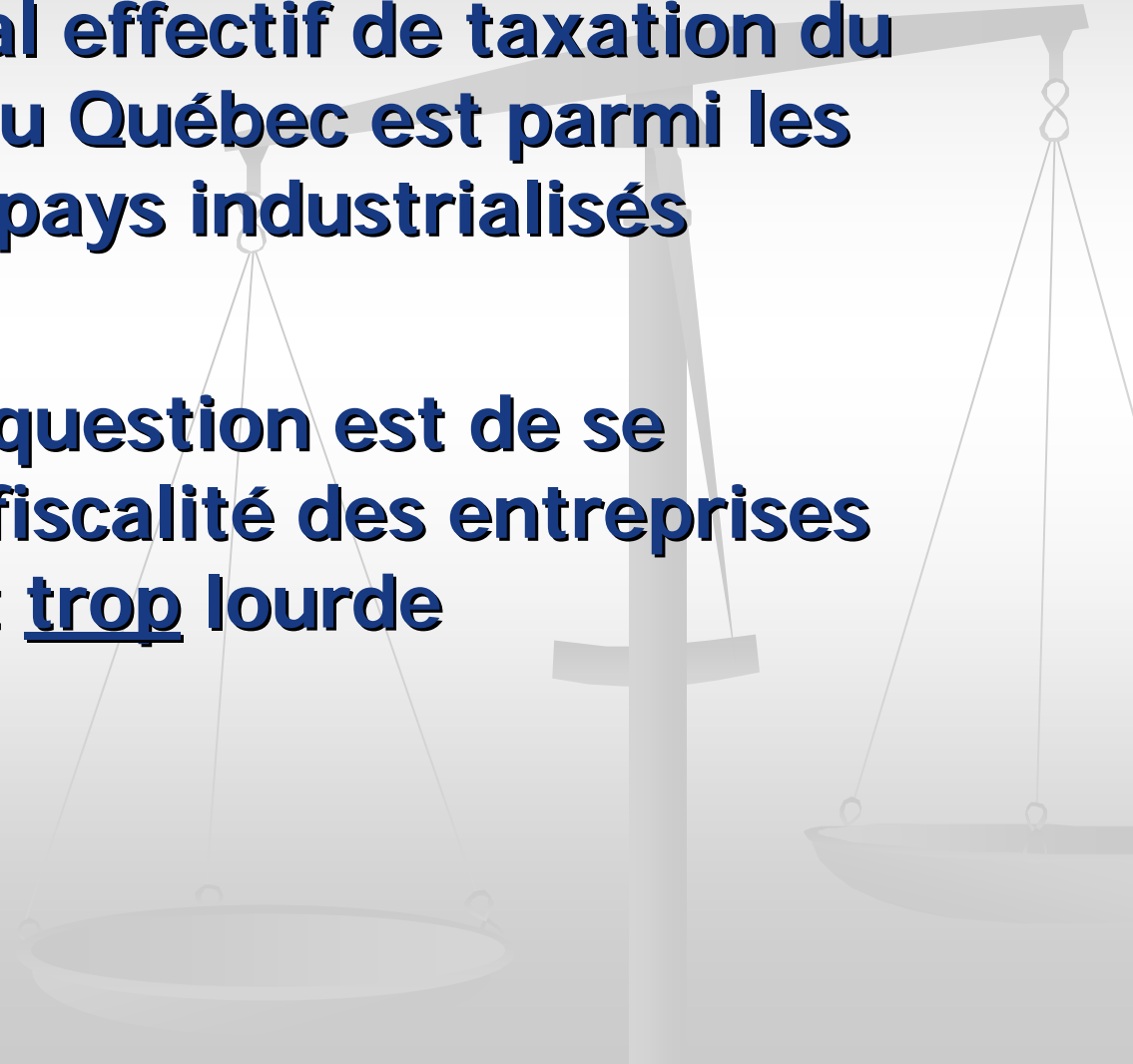
Nous avons montré que les perceptions face aux sociétés et leur fiscalité sont erronées

- **Les entreprises ne contribuent pas moins qu'avant au financement des recettes publiques**
- **Le fardeau fiscal des entreprises québécoises n'est pas moins élevé qu'ailleurs**
- **Les profits des sociétés n'occupent pas une part de plus en plus grande au détriment des salaires**
- **Très peu de sociétés ne paient pas un sou d'impôt au Québec**
- **Les entreprises du Québec ne reçoivent pas plus de subventions que les impôts qu'elles versent**

Il faut alors peut-être changer la question !

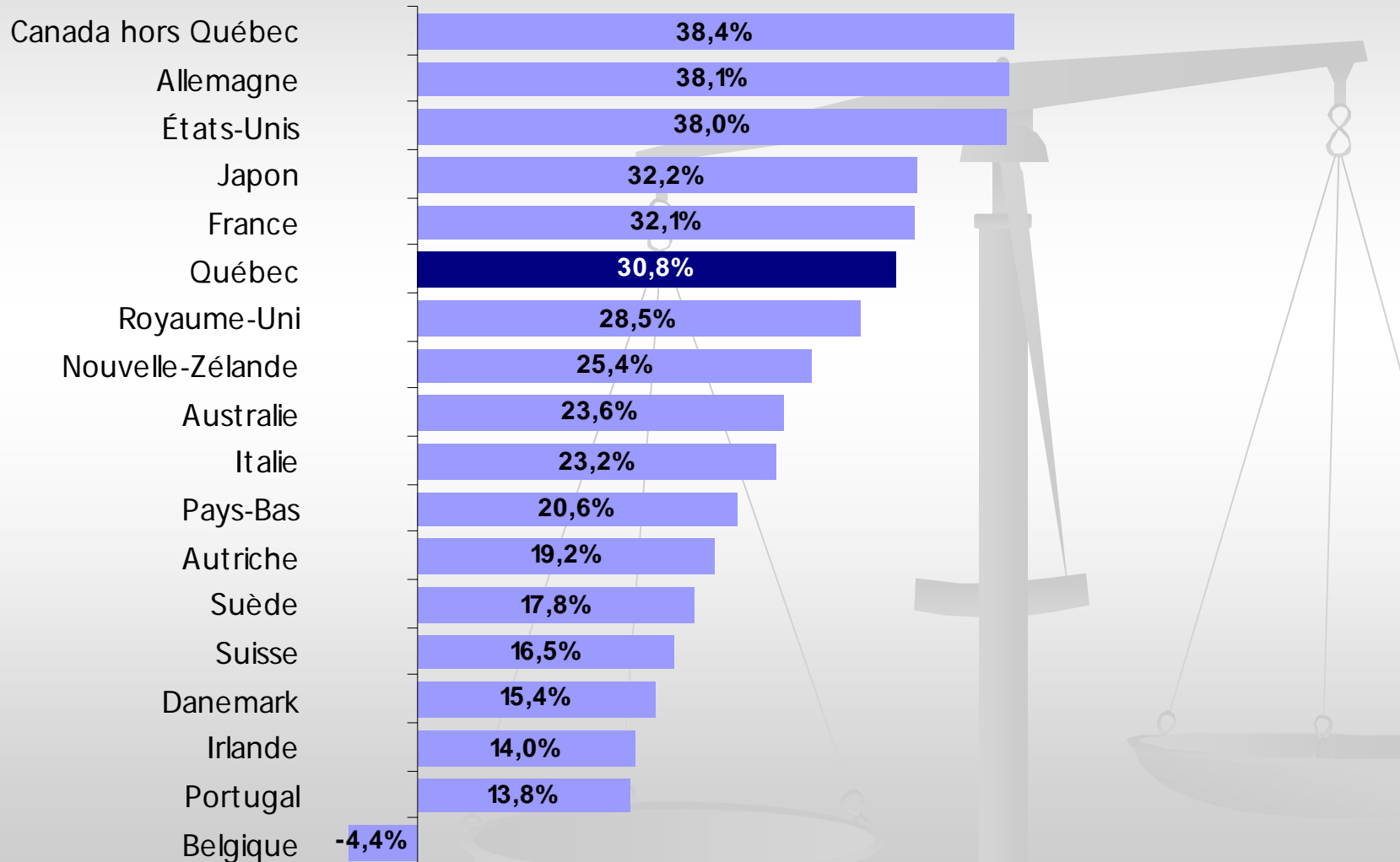
Poser la bonne question

- Le taux marginal effectif de taxation du capital investi au Québec est parmi les plus lourds des pays industrialisés
- Donc, la bonne question est de se demander si la fiscalité des entreprises québécoises est trop lourde



Taxation du capital

Taux marginal effectif d'imposition des nouveaux investissements



Sources : J. Mintz, CD Howe Institute, 2006 et C. Duanjie et J. Mintz, CD Howe Institute, 2006

Ainsi ...

La stratégie des pays européens qui imposent plus légèrement le capital investi repose sur trois hypothèses.

- 1. Surtaxer l'investissement n'est pas une bonne manière de favoriser la création d'emploi et de richesse**
- 2. La facture des impôts sur le capital n'est pas entièrement payée par les actionnaires des compagnies**
- 3. Taxer les entreprises n'est pas la même chose que taxer les riches**

La question à débattre : Serait-ce une bonne chose pour le Québec d'imiter ces pays ?